

COMITE DE PILOTAGE DU GC

COMITE TECHNIQUE DU GC

SECRETARIAT TECHNIQUE DU GC



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



**Note de Cadrage des Investissements du Plan National de
Développement
PND 2016 – 2020**



1. Contexte

Sous la Haute Autorité de SEM Alassane OUATTARA, Président de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement a engagé un ambitieux programme de redressement et de développement économique et social pour faire de la Côte d'Ivoire, un pays émergent à l'horizon 2020.

Pour y parvenir, le Gouvernement a adopté le 9 décembre 2015, le Plan National Développement (PND 2016-2020), qui tire les leçons de la mise en œuvre du PND 2012-2015 et ses fondements de la Vision « Côte d'Ivoire 2040 ». De même, l'Assemblée Nationale a adopté à l'unanimité le 30 décembre 2015, la loi portant Plan National de Développement 2016-2020.

La stratégie du PND 2016-2020 repose sur la transformation structurelle de l'économie, avec pour moteurs les pôles de compétitivité et la transformation de produits de base et l'exportation. Une redistribution renforcée des fruits de la croissance est également un pilier de la nouvelle stratégie.

La croissance attendue sur la période 2016-2020 devrait passer de 9,5% en 2015, à 9,8% en 2016, puis 8,9% en 2017, pour atteindre 8,4% en moyenne entre 2018 et 2020, pour un niveau d'investissement global de 30 000 milliards de FCFA (soit environ 50 milliards de dollars Etats Unis) dont 11 284 milliards de FCFA (soit environ 19 milliards de dollars) pour le secteur public et 18 716 milliards de FCFA (soit environ 31 milliards de dollars) pour le secteur privé.

Le taux d'investissement global passera de 20,2% en 2016 à 24,5% en 2020. Il sera tiré par l'investissement public qui passerait de 7,8% du PIB en 2016 à 9% en 2020. De même, l'investissement privé passera à 15,5% en 2020 partant de 12,5% en 2016. Ces investissements ont été judicieusement choisis autour de moteurs puissants de croissance transversaux (sécurité, gouvernance, justice, santé, éducation et environnement) et verticaux (agriculture, énergie, mines, hydrocarbures, industrie, tourisme et secteur financier).

En vue de consolider la relance économique qui s'est caractérisée par des taux estimés de croissance de 8,5% en 2014 et 9,5% en 2015, l'objectif du Gouvernement est d'atteindre un taux de croissance moyen de près de 9 % sur la période 2016-2020.

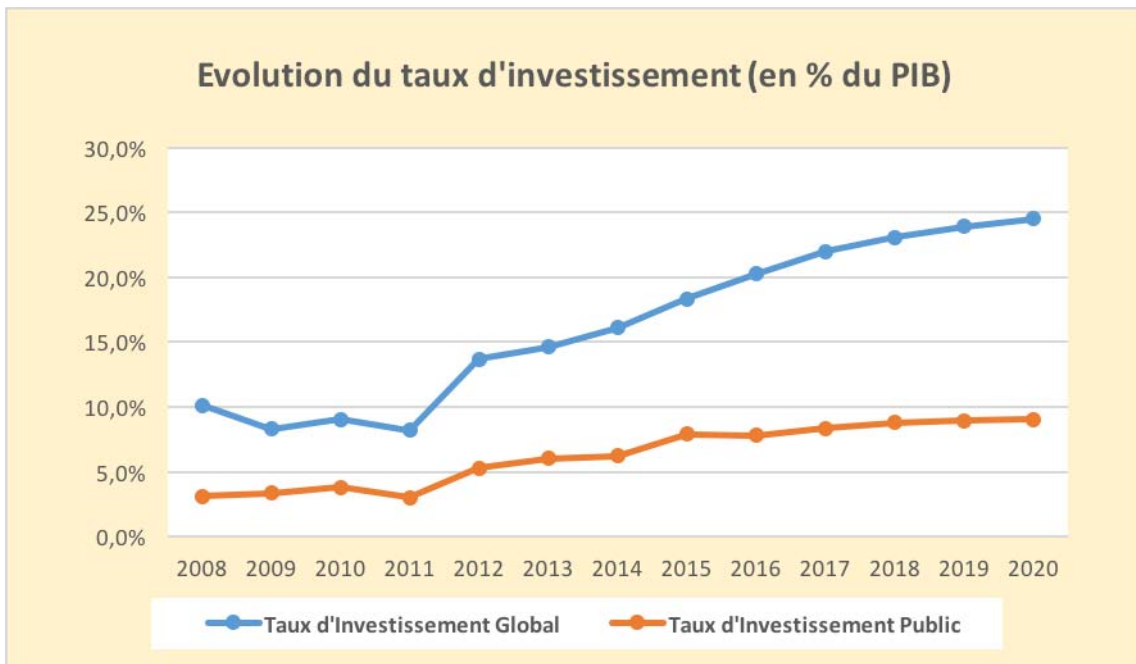
Dans ce cadre, des programmes et projets porteurs de cette croissance ont été identifiés à travers une programmation pluriannuelle. Ainsi, la présente note met en relief les tendances globales et sectorielles ainsi que les programmes et projets clés du PND 2016-2020.

2. Enveloppes globales du Programme d'Investissements Publics (PIP) 2016-2020

2.1. Projections globales des Investissements du PND 2016-2020

Sur la période 2016-2020, les projections globales des investissements sont présentées dans le graphique 1 ci-dessous :

Graphique 1 : Evolution du taux d'investissement en % du PIB

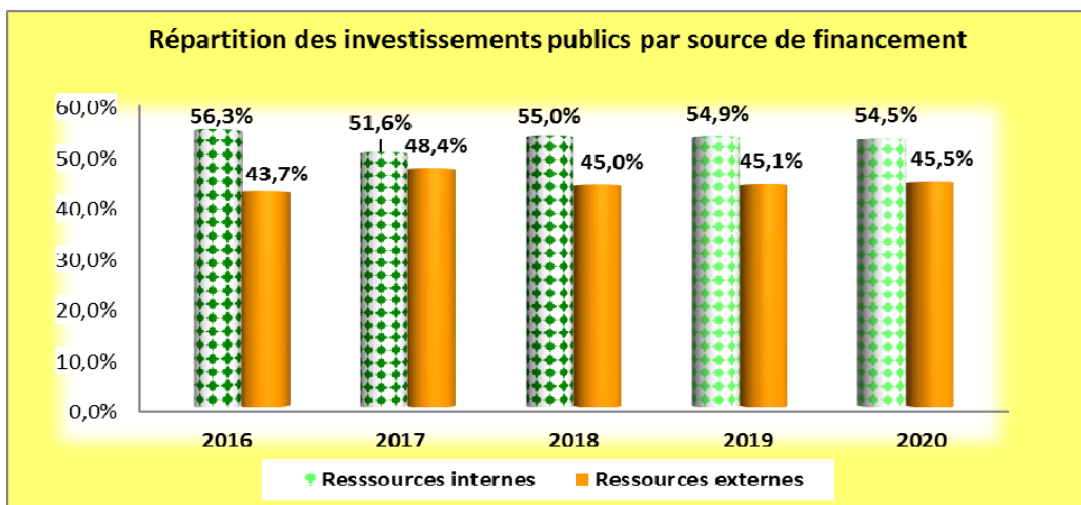


Source : MPD/DGPLP/DPIP ; DGE/DCPE

Conformément à l'évolution du taux d'investissement public, les prévisions d'investissements publics pour la période 2016-2020 s'élèvent à **11 284,2 milliards de FCFA** dont 1 643,7 milliards de FCFA en 2016 ; 1 950,6 milliards de FCFA en 2017 ; 2 286,2 milliards de FCFA en 2018 ; 2 560,3 milliards de FCFA en 2019 et 2 843,4 milliards de FCFA en 2020.

Sur la période, le besoin de financement hors collectivités territoriales, adressé au Trésor (ressources propres) se chiffre à **5 896,8 milliards de FCFA** repartis comme suit : 891,9 milliards de FCFA en 2016, 957,3 milliards de FCFA en 2017 et 1 208,1 milliards de FCFA en 2018, 1 356,8 en 2019 et 1 482,7 milliards de FCFA en 2020.

Graphique 2 : Répartition des investissements par source de financement (%)



Source :MPD/DGPLP/DPIP

Sur la base des accords de financement actuels, la contribution des partenaires au développement est estimée à **5137,4 milliards de FCFA** sur la période **dont 3681,6 milliards de FCFA au titre des emprunts** et **1455,8 milliards de FCFA au titre des dons**. La répartition par année se présente comme suit : Pour les emprunts, il s'agit de 499,7 milliards de FCFA en 2016 **dont** 640,8 milliards de FCFA en 2017 ; 751,6 milliards de FCFA en 2018 ; 843,3 en 2019 et 946,2 milliards de FCFA en 2020. **Au titre des dons**, ce sont : 218,5 milliards de FCFA en 2016 ; 302,5 milliards de FCFA en 2017 ; 276,5 milliards de FCFA en 2018 ; 310,2 milliards de FCFA en 2019 et 348,1 milliards de FCFA en 2020.

Graphique 3 : Répartition des investissements par source de financement (en milliards de FCFA)



Source : MPD/DGPLP/DPIP

Le graphique 3 ci-dessus illustre la tendance en hausse de la demande en dépenses d'investissements publics à adresser au Trésor (ressources propres) et le niveau à la hausse des ressources extérieures (emprunts et dons). Le PND 2016-2020 s'appuie sur les hypothèses de nouveaux financements pour soutenir le besoin d'investissement accru et le taux de croissance prévu.

2.2. Schéma de financement des investissements du PND 2016-2020

Le volume global des investissements à réaliser sur la période 2016-2020 s'élève à 30 000 milliards de FCFA, dont 11 284,2 milliards de FCFA au titre des investissements publics et 18 715,8 milliards de FCFA attendus du secteur privé. Pour l'exercice 2016, sont inscrits au budget de l'Etat, 1 643,7 milliards de FCFA (2,7 milliards de dollars).

Les investissements privés sont projetés à 2633,5 milliards de FCFA en 2016.

Le montant total des investissements publics à réaliser sur la période 2017-2020 s'élève à **25 722,8 milliards de FCFA** (soit environ 43 milliards de dollars) dont **9 640,6 milliards de FCFA** (16 milliards de dollars) du secteur public et **16 082 milliards de FCFA** (environ 27 milliards de dollars) attendu du secteur privé.

Dans le cadre du PND 2016-2020, l'épargne publique est estimée à **5 215,6 milliards de FCFA** (soit environ 9 milliards de dollars). Il se dégage un besoin de financement destiné à l'investissement public **de 4 425,2 milliards de FCFA** (7,4 milliards de dollars) sur la période

2017-2020, à mobiliser au cours de la première journée du Groupe Consultatif. Pour l'exercice 2016, il se dégage un besoin de financement de **1 075,2 milliards de FCFA (environ 2 milliards de dollars)** dont **718 milliards de FCFA (1,2 milliards de dollars)** de dons et emprunts acquis. Le reliquat de **357,2 milliards de FCFA (0,6 milliards de dollars)** sera obtenu par un recours notamment au marché monétaire et financier régional.

Tableau 1: Schéma de financement prévisionnel des investissements

	TOTAL	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes Hors Dons	24 699,2	4078,7	4 352,4	4855,2	5415,9	5996,8
Dépenses Totales et Prêts Nets hors Invest	18 915	3 510,2	3 613,4	3 753,5	3 901,1	4 136,7
Total Investissement	30 000	4 277,2	5 148,5	6 000,3	6 847,3	7 726,7
Public (A)	11 284,4	1 643,7	1 950,7	2 286,3	2 560,4	2 843,4
Privé	18 715,6	2 633,5	3 197,9	3 714	4 286,9	4 883,2
Epargne Publique (B)	5 784,2	568,54	739	1101,7	1514,8	1860,2
Besoins de Financement Publics (C=B-A)	-5500,4	-1075,2	-1211,7	-1184,6	-1045,6	-983,3

Sources : MPD/ DGPLP, MPEF/ DCPE, MPBFP

❖ La politique fiscale

La **politique fiscale** sur la période est essentiellement axée sur la poursuite des réformes fiscales et des systèmes actuels de recouvrement en cohérence avec les objectifs du PND 2016-2020. La pression fiscale évoluerait de 15,5% en 2015 à 16,9% en 2020 en rapport avec les effets positifs des mesures envisagées. Ces réformes permettront au gouvernement de mobiliser d'importantes ressources propres pour financer en partie son programme de développement.

Le Gouvernement approfondira et mettra en œuvre un ensemble de réformes de grande envergure contenues dans le PND 2016-2020 en vue de réaliser l'objectif d'une croissance économique forte, soutenu, inclusive, créatrice d'emplois et respectueuse du Genre et de l'environnement. Cet ensemble de mesures inclue notamment : (i) le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique; (ii) accélérer l'amélioration du climat des affaires à travers notamment la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance; (iii) la publication et l'exploitation des résultats des travaux de la commission de réformes dont la mission consiste à proposer des mesures correctives pour pallier les insuffisances du système fiscal pour une meilleure compétitivité de l'économie ivoirienne; (iv) la poursuite de la réforme de l'administration fiscale, la révision des exonérations, l'élargissement de l'assiette fiscale aux petites et moyennes entreprises, la fiscalisation progressive du secteur informel ; (v) l'institution d'un identifiant unique des entreprises ; (vi) l'achèvement de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT), pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat; (vii) le renforcement de la traçabilité des flux des Investissements Directs Etrangers ; (viii) l'amorce du géo-référencement des immobilisations et des ressources

naturelles du pays ; (ix) l'opérationnalisation du bureau d'informations sur le crédit, et (x) la constitution de valeurs marchandes à partir de la fiabilisation de la gestion du foncier.

❖ **Un secteur privé de classe mondiale**

La transformation structurelle de l'économie s'appuiera sur **un secteur privé et un environnement des affaires de classe mondiale. La réalisation de cette ambition se fera par la prise de mesures stratégiques et pragmatiques.** Ces mesures favoriseront l'émergence d'un secteur privé national moderne et compétitif, ainsi que la réalisation d'un climat des affaires parmi les plus performants en Afrique et dans le monde positionnant la Côte d'Ivoire comme l'une des plateformes d'affaires de premier plan en Afrique Subsaharienne.

L'émergence de la Côte d'Ivoire comme puissance économique régionale et sous-régionale reposera sur une combinaison d'acteurs nationaux et internationaux de référence pour un secteur privé compétitif aux standards internationaux.

Pour ce faire, le secteur privé est au centre de la stratégie de développement de la Côte d'Ivoire, notamment en ce qui concerne les grands projets structurants dans les secteurs des infrastructures, des mines, des hydrocarbures, de l'industrie, l'énergie, de l'agro-industrie et du tourisme.

❖ **Gestion et viabilité de la dette publique**

En ce qui concerne **la gestion de la dette publique,** il importe que les financements relatifs aux investissements publics et autres besoins de l'Etat continue de s'opérer dans le cadre de la Stratégie de Gestion de la Dette à moyen terme (SDMT). Cette Stratégie, en cohérence avec l'Analyse de la Viabilité de Dette (AVD), assure la maîtrise des coûts et risques relatifs aux nouveaux financements. En effet, la Stratégie accorde progressivement la priorité aux financements/ressources intérieurs et veille à limiter le risque de change lié aux emprunts extérieurs.

A cet effet, le Gouvernement envisage de mobiliser davantage de ressources intérieures sur les moyens et longs termes pour faire face à ses besoins de financement. Conformément à la SDMT 2016-2020, les nouveaux financements devraient être mobilisés en moyenne à hauteur de 56% sur le marché domestique et à concurrence de 44% à l'extérieur.

Les flux massifs de nouveaux financements (30 000 milliards de FCFA, dont environ 11 284 milliards pour le secteur public) nécessaires à la mise en œuvre du PND 2016-2020 sont à rechercher dans un contexte de limitation de l'offre des financements concessionnels auprès des créanciers extérieurs classiques (multilatéraux et bilatéraux), ainsi, le Gouvernement continuera de diversifier ses sources de financement, notamment bilatérale et régionale. Il aura aussi un recours prudent aux financements non traditionnels et aux marchés financiers internationaux tout en s'assurant de maintenir la viabilité de la dette extérieure.

Sur la période 2016-2020, les financements extérieurs représentent 44% et se composent à 20% non concessionnel, 15% semi-concessionnel et 9% concessionnel. Les financements

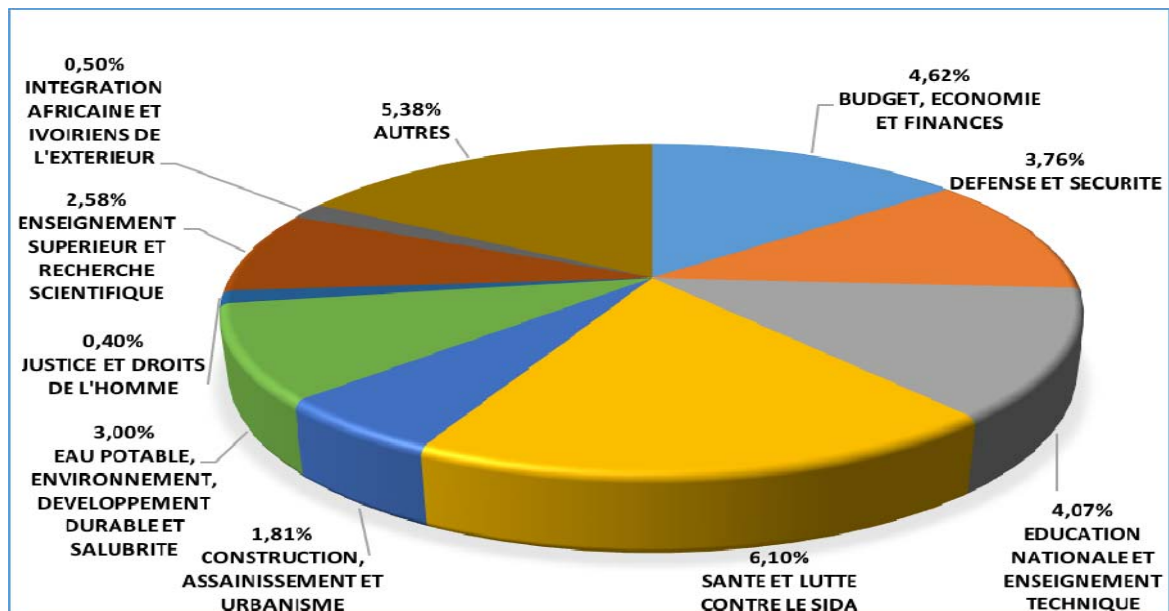
intérieurs ont une part de 56% et se composent à 6% court terme, 17% moyen terme et 33% long terme.

2.3. Répartition des Investissements Publics et Privés par Sources Transversales et Verticales

2.3.1. Répartition des Investissements Publics et Privés par Sources Transversales et Verticales

- **Sources transversales (32,23%)** dont : Défense (2,67%) ; Intérieur et Sécurité (1,09%) ; Justice et Droits de l'Homme (0,40%) ; Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique (2,58%) ; Affaires Sociales, Formation Professionnelle (2,34%) ; Education Nationale et Enseignement Technique (4,07%) ; Santé et Lutte contre le VIH SIDA (6,10%) ; Eau potable (2,09%) ; Construction, Assainissement et Urbanisme (1,81%) ; Environnement, développement durable et salubrité (0,92%) ; Intégration Africaine et Ivoiriens de l'Extérieur (0,50%) et; Autres (5,38%).

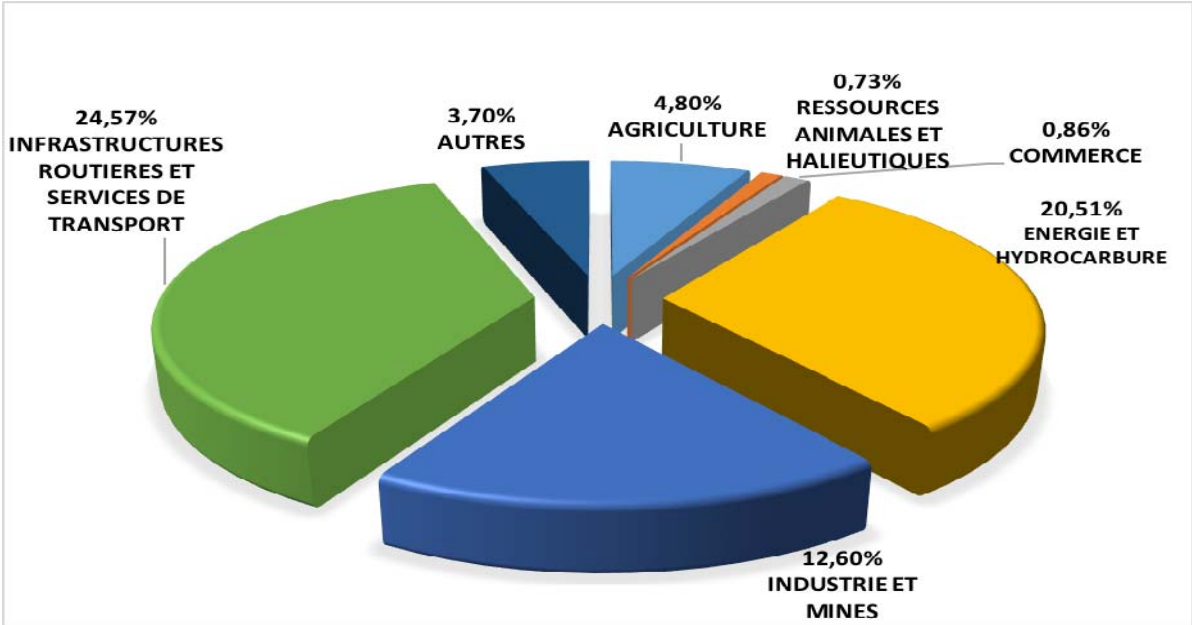
Graphique 4 : Répartition des investissements publics et privés par sources transversales de croissance



Source : DGPLP/MPD

- **Sources verticales (68,20%)** : Agriculture (4,80%) ; Ressources animales et halieutiques (0,73%) ; Commerce (0,86%) ; Energie et hydrocarbures (20,51%) ; Industrie et mines (12,60%) ; Infrastructures routières et services de transport (24,57%) ; Autres (3,70%).

Graphique 5 : Répartition des investissements publics et privés par sources verticales de croissance



Source : MPD/DGPLP

Cadrage des investissements PND 2016-2020

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance réel du PIB	-4,7%	9,8%	9,2%	8,5%	9,5%	9,8%	8,9%	8,8%	8,3%	8,0%
PIB courant	11 360,0	12 600,0	15 459,8	16 935,5	18 880,0	21 124,2	23 432,9	25 986,7	28 659,4	31 521,6
<i>Variation annuelle du PIB courant</i>	0,1%	10,9%	12,1%	9,5%	11,5%	11,9%	10,9%	10,9%	10,3%	10,0%
Investissements (FBCF)	928,0	1 720,0	2 257,7	2 730,3	3 455,2	4 277,2	5 148,5	6 000,3	6 847,3	7 726,7
<i>Taux d'investissement (FBCF en % PIB)</i>	8,2%	13,7%	14,6%	16,1%	18,3%	20,2%	22,0%	23,1%	23,9%	24,5%
Investissement Etat	340,1	663,6	927,1	1 095,3	1 486,3	1 643,7	1 950,6	2 286,2	2 560,3	2 843,4
· Trésor	247,8	541,5	611,0	666,9	805,9	925,5	1 007,3	1 258,1	1 406,8	1 549,1
· Ressources Extérieures	92,3	122,1	316,1	428,4	680,4	718,2	943,3	1 028,1	1 153,5	1 294,3
<i>Dons</i>	24,5	51,7	96,2	168,8	228,6	218,5	302,5	276,5	310,2	348,1
<i>Emprunts</i>	67,8	70,4	219,9	259,6	451,8	499,7	640,8	751,6	843,3	946,2
<i>Taux d'investissement Etat (Investissement Etat en % PIB)</i>	3,0%	5,3%	6,0%	6,5%	7,9%	7,8%	8,3%	8,8%	8,9%	9,0%
Investissement sur Ressources propres de l'Etat (Niveau Central)	221,04	527,4	596,9	637,6	773,7	891,9	957,3	1 208,1	1 356,8	1 482,7
Investissement sur Ressources propres de l'Etat (Collectivités territoriales)	26,8	14,1	14,1	29,3	32,2	33,6	50,0	50,0	50,0	66,4

Source : DGE/DCPE (cadrage macroéconomique 2016-2020 ajusté version du 13 janvier) et (TOFE 2016-2020 actualisé VL22) ; DGPLP (projections des investissements 2016-2020)